

Recherches sociographiques



Lectures de l'urbain

Jacques Godbout, Caroline Andrew and Mario Polèse

Volume 26, Number 1-2, 1985

Situation de la recherche sur le « Canada français », 1962-1984 I

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056139ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056139ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Godbout, J., Andrew, C. & Polèse, M. (1985). Lectures de l'urbain. *Recherches sociographiques*, 26(1-2), 179–197. <https://doi.org/10.7202/056139ar>

Article abstract

Une méfiance à l'endroit des macro-explications s'est installée dans les disciplines qui ont pris l'urbain pour objet. Rompant avec le triomphalisme rationalisateur de la Révolution tranquille, celles-ci ont redécouvert les particularismes et la profondeur historique du territoire québécois. Démarrée plus tardivement, l'histoire urbaine est aujourd'hui en plein essor. Les politiques spatiales/urbaines de l'État québécois ont fait l'objet d'une série d'analyses politologiques. La sociologie est en train de redécouvrir l'autre pôle de son ancien modèle, sous le thème de la « société informelle ». La problématique régionale de l'économie s'est transformée sous l'effet du double processus de désurbanisation et de déclin de Montréal. L'article vise à mettre en évidence les principales recherches qui ont influencé l'évolution du champ de l'urbain.

LECTURES DE L'URBAIN *

Une méfiance à l'endroit des macro-explications s'est installée dans les disciplines qui ont pris l'urbain pour objet. Rompant avec le triomphalisme rationalisateur de la Révolution tranquille, celles-ci ont redécouvert les particularismes et la profondeur historique du territoire québécois. Démarrée plus tardivement, l'histoire urbaine est aujourd'hui en plein essor. Les politiques spatiales/urbaines de l'État québécois ont fait l'objet d'une série d'analyses politologiques. La sociologie est en train de redécouvrir l'autre pôle de son ancien modèle, sous le thème de la « société informelle ». La problématique régionale de l'économique s'est transformée sous l'effet du double processus de désurbanisation et de déclin de Montréal. L'article vise à mettre en évidence les principales recherches qui ont influencé l'évolution du champ de l'urbain.

Lorsque, en 1962, *Recherches sociographiques* organisait un colloque similaire, on y retrouvait trois rubriques se rapportant aux relations entre l'espace et la société : les études régionales, les études du milieu rural, les études urbaines. Et le modèle « bipolaire » société traditionnelle/société moderne, comme on disait à l'époque, servait de référence aux études de l'espace québécois. Aujourd'hui, il n'y a plus d'espace qu'urbain, que plus ou moins urbanisé ; il n'y a que des différences de degré. La « spécialité » qui se préoccupe le plus spécifiquement de ces problèmes est désignée le plus souvent par l'expression « urbain et régional ». ¹ En anglais, on parle des « sciences régionales ». L'un des deux pôles du modèle a disparu. Le traditionnel n'existe plus. Sauf de façon écologique, comme environnement, c'est-à-dire : ce qui entoure la ville. C'est la nature, terme par lequel les urbains désignent le non-urbain. Et même si la deuxième ville du Québec, Laval, prétend être une « ville-campagne », personne n'est dupe : la campagne, en l'occurrence, ce sont les pistes cyclables,

* Nous remercions vivement tous les collègues qui ont bien voulu nous apporter leur collaboration, et particulièrement Francine Dansereau et Jean-Pierre Collin.

1. La plupart des revues couvrant ce champ portent d'ailleurs ce nom.

les espaces verts, etc. C'est la campagne vue par les urbains ; ce n'est surtout pas le monde agricole avec ses mauvaises odeurs.

L'espace québécois est donc perçu comme entièrement urbanisé à des degrés divers. C'est du moins ce que, vu de Montréal, et particulièrement d'un centre de recherche qui, au départ, s'appelait « urbain et régional », nous nous imaginions naïvement. Quelle surprise de constater aujourd'hui que les deux communications placées par les organisateurs du colloque sous le thème des « lectures spatiales » ne traitent pas de l'urbain, mais de problèmes de régions rurales, de monographies de paroisses, etc. On ne peut s'empêcher de souligner ici l'importance de l'apport du réseau de l'Université du Québec dans ce renversement de perspectives. Et on ne peut que manifester son accord pour présenter ce point de vue qui, à l'encontre de ceux de la métropole ou de la capitale, cesse de définir le territoire québécois comme un prolongement de la métropole. L'Université du Québec à Chicoutimi, à Rimouski et ailleurs transforme notre vision des régions dites marginales, périphériques, lointaines. On ne peut que s'en réjouir.

Ceci étant constaté, il nous a tout de même semblé nécessaire de compléter ces lectures spatiales en présentant l'*urbain* québécois. Non pas comme une lecture, ou encore moins comme « la » lecture de la réalité québécoise : nous nous confondrions alors avec l'idéologie dominante de la Révolution tranquille. Mais comme une partie importante de la réalité de cette société et de la recherche sur le Canada français depuis vingt ans ; comme un objet d'analyse, donc, susceptible de multiples lectures.

Les lectures de l'urbain au Québec : nous voulons en donner une idée en passant en revue certaines productions significatives de quelques disciplines des sciences humaines qui ont pris l'urbain comme objet : histoire, science politique, sociologie, « sciences régionales » (économie). Nous ne visons en aucune manière l'exhaustivité ; nous souhaitons plutôt montrer les différents courants qui ont traversé ce champ depuis vingt ans et mettre en évidence les recherches et les publications qui ont influencé son évolution. Nous verrons que ces descriptions remettent aujourd'hui en question cet impérialisme de l'espace urbain qui leur a servi de référence.

A) *Lecture historique*

L'histoire a démarré plus lentement que les autres disciplines de l'urbain, à cause peut-être de l'idéologie de la Révolution tranquille qui faisait tout commencer en 1960. Mais l'histoire urbaine est aujourd'hui en plein essor. Elle a été marquée par la publication de *Maisonnette*, qui décrit, tel que l'indique le sous-titre, « comment les promoteurs fabriquent une ville ». (LINTEAU, 1981.) Les thèmes du rôle politique des détenteurs du capital foncier, du contrôle et de l'utilisation de l'appareil municipal et du façonnement par les agents sociaux de

l'espace urbain dominant cet ouvrage. Ce sont là les thèmes centraux dans les études urbaines/spatiales depuis 1965. Rompant avec le triomphalisme de la Révolution tranquille, où l'urbanisation apparaissait bénéfique pour tous, cette approche est basée plutôt sur l'idée qu'il y a des coûts et bénéfices dans l'urbanisation et que l'objectif principal de la recherche doit être de déterminer qui reçoit des bénéfices et qui subit des coûts. L'harmonie sociale n'est plus considérée comme acquise. Les divisions et les conflits sociaux sont à l'ordre du jour.

Le thème de l'utilisation de l'appareil municipal dans le façonnement de l'espace urbain a été repris par d'autres auteurs. Ainsi, Jean-Pierre COLLIN (1984)² montre les différences qui existent entre les réglementations des municipalités aisées et ouvrières, dans la banlieue montréalaise à la fin du XIX^e siècle. Des groupes sociaux, à travers le contrôle politique exercé au niveau des municipalités, façonnent celles-ci suivant leurs intérêts. Walter van NUS (1984) abonde dans le même sens en soulignant l'existence d'une élite dirigeante motivée par la défense de ses intérêts. Dans l'article de Ronald RUDIN (1982), l'élite dirigeante et l'utilisation du pouvoir municipal sont encore centrales, mais l'élite est composée de propriétaires fonciers et de commerçants locaux. Cet article démontre l'importance des stratégies municipales de développement au Québec. L'analyse des élites dirigeantes et de leur capacité d'utiliser le pouvoir politique pour orienter le développement physique de la ville selon leurs intérêts n'a évidemment pas qu'un intérêt historique. Ce thème est une préoccupation majeure de l'ensemble des études spatiales, en particulier dans les études politiques.

D'autres travaux historiques portent sur le développement de l'ensemble du réseau urbain québécois. Un bon survol de ces études est donné par LINTEAU et ARTIBISE (1984). Louis TROTIER (1968) a présenté un portrait général de ce réseau dans le numéro de *Recherches sociographiques* portant sur l'urbanisation de la société canadienne-française. Il a souligné l'importance du transport et de l'industrialisation pour expliquer le réseau urbain, marqué par la prédominance de Montréal et le petit nombre des villes moyennes. Différentes explications de ces traits continuent à susciter études et débats, que ce soit la domination de Montréal (entre autres, SAINT-GERMAIN, 1973), ou la faiblesse de l'agriculture au Québec (McCALLUM, 1980).

Une troisième catégorie d'études historiques reprennent la question du développement des activités dans l'espace au niveau d'une agglomération particulière plutôt que pour l'ensemble du réseau urbain. Louise DECHÈNE (1984) a fait l'étude du développement de Montréal. Jean-Pierre KESTEMAN (1983) examine les relations de voisinage à Sherbrooke à travers les cycles

2. Le même auteur publiera bientôt l'*Histoire de la paroisse de Montréal*.

économiques. Chez Jean-Claude MARSAN (1974), c'est surtout l'aspect architectural qui retient l'attention. Le numéro des *Cahiers de géographie de Québec* sur la ville de Québec contient plusieurs articles qui utilisent une perspective historique pour analyser différents aspects de la production de la ville (par exemple, l'évolution des restaurants et bars depuis 1900).

Mentionnons encore l'ensemble des monographies municipales, notamment les ouvrages de Robert Rumilly sur Montréal, Outremont, etc., qui décrivent le développement historique des villes québécoises. Même si la perspective spatiale n'est pas toujours dominante, ces études fournissent des informations pertinentes sur le développement physique des centres urbains. Et les études sur les élites municipales : Guy BOURASSA (1965) a retracé l'évolution des élites montréalaises en soulignant les changements dans les ressources politiques à différentes époques. D'autres auteurs ont traité d'un personnage politique en particulier : Camillien Houde, Drapeau...

Finalement, les études historiques ont aussi examiné les conditions de vie urbaine. Tous les thèmes soulevés dans la section sur la lecture sociologique se retrouvent ici. Ce champ est très vaste et l'on ne peut qu'en suggérer les principaux axes. Ces études décrivent l'occupation de l'espace urbain par différentes catégories sociales (classes, sexes ou groupes ethniques). La réédition, en 1972, du célèbre ouvrage de H.B. AMES sur les quartiers populaires de Montréal doit être signalée. Ce livre, paru en 1897, illustre de façon éclatante la spécialisation sociale de l'espace montréalais et l'état lamentable des conditions de vie dans les quartiers populaires. Terry COPP (1974) reprend cette question de la condition ouvrière à Montréal, à compter de 1897, année de la publication du livre d'Ames, jusqu'en 1929. En montrant la faiblesse des politiques publiques mises en place pour améliorer les conditions sociales, Copp accorde une grande importance aux facteurs fiscaux et à la relative pauvreté du gouvernement municipal de Montréal. D'autres auteurs, tels Marc CHOKO (1980) et Claude LARIVIÈRE (1977), examinent l'impact des conditions économiques sur les conditions de vie de la classe ouvrière à Montréal. Certaines études historiques sur les femmes ou sur les groupes ethniques nous éclairent aussi sur la spatialisation des activités à Montréal et sur la façon dont elle est vécue. Citons, à titre d'exemples, les articles de Suzanne CROSS (1983) et de Bettina BRADBURY (1983). Également, l'ouvrage de RAMIREZ (1984) sur les Italiens, qui est une bonne illustration de ce type de recherche sur l'évolution historique de l'utilisation de l'espace urbain. Ces études sur les groupes ethniques montrent bien que l'histoire partage les préoccupations des autres disciplines qui s'intéressent à l'urbain.

B) *Lecture politique*

Les études politiques sur l'espace québécois ont été particulièrement marquées, depuis les années 1960, par l'analyse des politiques et pratiques

urbaines de l'État québécois. L'importance de cet État et, parallèlement, l'importance des études dont il a fait l'objet, au cours des derniers vingt ans, ont été maintes fois soulignées et le domaine spatial/urbain ne fait pas exception. Toute une série d'études et d'analyses ont été réalisées qui tentent d'expliquer la signification et la cohérence des politiques urbaines du gouvernement québécois.

Deux ouvrages contestent l'interprétation qui était largement acceptée pendant les années de la Révolution tranquille : celle qui voyait les politiques urbaines comme une démocratisation et une rationalisation progressive et bénéfique. Pour Jean-Jacques SIMARD (1979), ce sont les fonctionnaires québécois technocrates qui planifient l'espace pour la consolidation de leur propre pouvoir et, pour Jacques GODBOUT (1983), ce sont les professionnels qui créent des mécanismes de participation, non pas pour accroître la démocratie, mais pour la contourner. La participation directe, beaucoup utilisée dans les politiques spatiales, permet aux professionnels de contrôler des secteurs d'activités à la place des détenteurs du pouvoir politique représentatif.

D'autres études ont analysé plus spécifiquement les politiques québécoises dans le domaine urbain. La contribution de Jacques LÉVEILLÉE est ici particulièrement importante. Sa thèse (1977) analyse les politiques québécoises et fédérales qui influencent la position de Montréal. De plus, il a collaboré avec Jean MEYNAUD (1968), avec Gérard DIVAY (1981), avec Marie-Odile TRÉPANIÉ (LÉVEILLÉE et TRÉPANIÉ, 1981-1982) et il a été responsable de la publication d'une étude sur la législation concernant l'aménagement du territoire au Québec (LÉVEILLÉE, 1982). Les travaux de Léveillé soulignent les constantes des politiques québécoises, mais également des changements et des limites. Le sous-titre de son livre sur l'aménagement du territoire est révélateur à cet égard : « Du rêve au compromis ».

La recherche sur les politiques spatiales/urbaines a également porté sur les institutions locales. Ici, la question qui a dominé est l'impact des restructurations territoriales. Mentionnons les contributions importantes de Louise QUESNEL-OUELLET sur le cas de Québec (1971, 1973, etc.) et également celles de Gérard DIVAY (1975), avec Jean-Pierre COLLIN (1977), de Jacques GODBOUT (1971) et de MEYNAUD et LÉVEILLÉE (1972). L'expérience des communautés urbaines a été évaluée par Guy LORD, A. TREMBLAY et M.-O. TRÉPANIÉ (1975). La toute dernière structure, la municipalité régionale de comté, a également suscité l'intérêt des chercheurs. Les publications commencent à apparaître, notamment par Gérald FORTIN et Lucie PARENT (1983) et par Marie-Odile TRÉPANIÉ (1983).

Il existe également des travaux sur l'ensemble du système municipal, notamment le recueil de textes d'Alain BACCIGALUPO (1984), ainsi que l'étude réalisée pour le Groupe de travail sur l'urbanisation par Guy LORD et Daniel CHÉNARD (1974). On peut aussi inclure dans cette section les travaux du Centre de recherche en droit public, notamment la recherche sur le droit et la société urbaine, publiée en 1982.

Finalement, même si les recherches sur les institutions municipales prédominent, certaines portent sur des institutions locales autres que municipales. Gérard DIVAY et Jean LAPIERRE (1976) ont étudié les conseils régionaux de développement et celui-là (1979) a mené une étude sur les expériences de décentralisation dans les domaines des affaires sociales, de l'éducation, etc.

Une troisième catégorie de travaux visent à analyser l'impact des politiques urbaines. Deux domaines ont été ici particulièrement abordés : les pratiques d'urbanisme et les politiques de logement. Relèvent du premier champ les analyses de Réjane BLARY-CHARLES (1974) sur le zonage et l'enquête de l'I.N.R.S.-Urbanisation sur les nouveaux espaces résidentiels (GAUDREAU, 1981); cette question a également été abordée dans l'étude de l'Outaouais québécois (ANDREW, BORDELEAU et GUIMOND, 1981). En général, les recherches soulignent la faiblesse des pratiques d'urbanisme, quoique les explications amenées diffèrent d'une analyse à l'autre (limites de juridiction du gouvernement québécois, poids des acteurs économiques, nature de la pratique d'urbanisme, etc.).

Les politiques de logement ont également fait l'objet de plusieurs travaux, notamment à l'I.N.R.S.-Urbanisation. Mentionnons ici celui de DIVAY et RICHARD (1981) sur l'aide gouvernementale au logement et sa distribution sociale et celui de Caroline ANDREW, A. BLAIS et R. DES ROSIERS (1976), sur le logement public à Hull.

Enfin, plusieurs politologues se sont penchés sur les groupes populaires urbains et sur les mobilisations politiques. Mentionnons la contribution considérable de Pierre HAMEL et Jean-François LÉONARD (1981). L'étude de Donald MCGRAW (1977) a particulièrement insisté sur le rôle des animateurs, dans une perspective gramscienne. Jacques GODBOUT et J.-P. COLLIN (1977) ont également analysé le rôle des animateurs, considérés comme des professionnels à la recherche d'un renouvellement de leur pratique plutôt que des représentants de la nouvelle classe technocratique.

C) *Lecture sociologique*

Sur un plan théorique, les années soixante ont connu l'abandon progressif du modèle (on dirait aujourd'hui « paradigme »...) bipolaire société traditionnelle/société moderne, qui était à la base de l'appréhension de la société par un sociologue. Les années soixante ont aussi connu la fin des études monographiques, amorcées au XIX^e siècle par Léon Gérin et poursuivies jusqu'à la fin des années cinquante avec les monographies des quartiers de Québec, sous la direction de Jean-Charles Falardeau. C'est dire que, pendant les années soixante, la sociologie a adopté l'idéologie de la Révolution tranquille, qu'elle avait d'ailleurs contribué à répandre : le Québec est, de plus en plus, une société industrielle. Abandonnant la société traditionnelle, la réflexion des sociologues

sur le phénomène urbain s'insère à l'intérieur même du modèle de la société moderne, dont on analyse maintenant le fonctionnement. Le reste, ce sont des résidus. C'est Gérard FORTIN lui-même qui le proclame à la fin des années soixante : le Québec est une société urbaine, « une ville à inventer » (1971, pp. 385-398). On retrouvera plus tard ces « résidus » de la société traditionnelle dans les études de l'économie informelle et dans le thème de la société duale, qui prend aujourd'hui de plus en plus d'importance.

La sociologie urbaine n'a jamais eu d'homogénéité ; elle ignore même si elle existe vraiment.³ De multiples approches ont donc été adoptées depuis vingt ans pour analyser et observer les phénomènes urbains au Québec : marxiste, fonctionnaliste, culturelle, « sociologie appliquée », etc.

1. *La « grille » marxiste.* Une équipe de jeunes sociologues adoptant l'approche marxiste a réalisé, au début des années soixante-dix, une impressionnante étude de la ville de Québec (EZOP-Québec, 1972). On y analyse le fonctionnement d'une ville capitaliste québécoise, un peu dans la tradition des monographies, mais en adoptant le modèle marxiste, comme on nous l'explique d'ailleurs pendant tout le premier tome. Curieusement, cette intéressante étude a eu peu de retombées et est demeurée relativement isolée. Les sociologues appartenant à cette tendance, et qui s'intéressaient à l'urbain par ailleurs, ont plutôt rapidement préféré, à la suite de Castells, se mettre à la recherche des mouvements sociaux urbains. Ce fut l'époque où le moindre comité de citoyens était repéré souvent par plus de sociologues et politologues qu'il ne comptait de membres, et identifié comme mouvement social urbain potentiel.

Pour le reste, l'analyse sociologique d'inspiration marxiste, qui florissait pendant la décennie soixante-dix, s'est peu intéressée à la ville, tout occupée qu'elle était par l'angoissant problème de la nécessaire intégration du problème national de la « formation sociale québécoise » dans la problématique des classes sociales. Par ailleurs, à l'image des chercheurs marxistes français dans le domaine urbain, les sociologues québécois étudiaient peu l'urbain, mais beaucoup l'État. C'est pourquoi nous en avons discuté surtout dans la section précédente.

2. *Les quartiers pauvres.* Inspirés par la sociologie américaine, plusieurs travaux ont été marqués par le courant qu'on a appelé la « culture de la pauvreté ». Le plus connu et le meilleur est le livre de Marie LETELLIER, *On n'est pas des trous-de-cul* (1971). Dans cette perspective, on doit mentionner aussi les études de l'ex-Conseil des œuvres de Montréal : des analyses statistiques adoptant l'approche de l'écologie humaine, qui visent à déterminer des zones

3. Comme le soulignait déjà Yves Martin en 1962, et la plupart des sociologues urbains jusqu'à aujourd'hui ; comme le montrerait bien, aussi, une analyse des différents thèmes qui sont traités dans les revues de sociologie urbaine et dans les différents congrès internationaux où, à chaque fois, on reprend la question : « la sociologie urbaine existe-t-elle ? »

prioritaires d'intervention et à identifier des espaces sociaux. Les travaux de Marie LAVIGNE et Micheline DOUVILLE (1974, 1975) se situent dans la même veine. La majorité de ces études sont souvent stimulées, entreprises et réalisées en réponse à des problèmes *dans* la ville, pour utiliser la distinction de LITHWICK (1971) entre problèmes de la ville et problèmes urbains, dans son rapport sur le Canada urbain datant de cette époque. Comme leurs homologues américains, les chercheurs étudient la rénovation urbaine (DANSEREAU, 1974; UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL, 1976; VACHON, 1976), la mobilité forcée entraînée par les projets de transformation de l'espace urbain (LAVIGNE et CARLOS, 1975), la situation du logement des ménages (DIVAY et GODBOUT, 1975), le patrimoine urbain (RITCHOT, 1977). La question du logement est particulièrement étudiée, et notamment aussi par des chercheurs d'inspiration marxiste comme Marc CHOKO (1980). Pour sa part, Jane WOLFE (1980) compare les approches marxiste et « classique ». Il importe enfin de mentionner les deux rapports du gouvernement du Québec, l'un sur l'urbanisation, l'autre sur l'habitation (1976). De nombreux chercheurs y ont publié leurs travaux sous forme d'annexes.

Notons qu'il existe une tendance générale à prendre comme objet de recherche les quartiers urbains les plus anciens, ce qui implique toujours une approche en termes de problèmes sociaux. C'est dans cette perspective qu'on étudie aussi les transformations de la propriété et ses conséquences sur la situation de logement des ménages habitant les quartiers anciens. (DANSEREAU *et al.*, 1981.) Cette tendance aboutit aujourd'hui à l'étude de la « gentrification », c'est-à-dire du processus de reconquête de ces quartiers par la nouvelle classe moyenne et de l'éviction des ménages qui y vivaient traditionnellement. (DANSEREAU et L'ÉCUYER, 1985; CHOKO, 1985.)

3. *L'ancien et le nouveau.* C'est pour réagir contre la tendance à concentrer les études dans certaines zones et à négliger le reste de l'espace urbain qu'une équipe de l'I.N.R.S.-Urbanisation, multidisciplinaire mais composée majoritairement de sociologues, entreprenait en 1976 une vaste enquête sur les « nouveaux espaces résidentiels », qui couvrait tous les aspects des banlieues nouvelles, comparées avec les quartiers plus anciens : forme physique, modes de vie, caractéristiques des ménages, coûts pour les ménages et la collectivité, mécanismes de production des espaces urbains, impact de la construction neuve sur le parc existant (théorie du *filtering*). L'I.N.R.S. a publié jusqu'à maintenant et publiera encore plusieurs rapports de recherche découlant de cette vaste enquête. Certains ont été recensés par Marc-André Lessard dans un numéro récent de *Recherches sociographiques* (XXV, 2, 1984). À la même époque, René PARENTEAU (1978) entreprenait aussi des recherches sur les banlieues. Elles ont fait l'objet de plusieurs publications.

4. *Tendances récentes et avenir.* Comme dans plusieurs autres domaines, les sociologues qui analysent l'urbain ont aujourd'hui tendance à se relier sur

l'analyse de phénomènes plus micro-sociologiques, voire à l'échelle « goffmanienne ». C'est ainsi que les groupes ethniques, à Montréal, retrouvent la faveur des sociologues urbains, qui tendent aussi à adopter les techniques de l'ethnométhodologie. L'étude des groupes ethniques, qui avait fait l'objet de plusieurs thèses de maîtrise à l'Université McGill avant les années soixante, avait été délaissée depuis ce temps. Un numéro récent de la revue *Sociologie et sociétés* (1983) passe en revue l'ensemble de ces recherches, dont l'importance continue de croître. Cette approche plus microsociologique a permis de mettre en évidence certaines caractéristiques originales de l'espace urbain québécois, passées inaperçues ou négligées jusqu'à récemment. C'est ainsi que l'on a découvert, non seulement l'importance statistique, mais l'intérêt des immeubles comme les duplex et les triplex. Ce type de logement est unique au Québec. Pour cette raison, on en ignorait même, jusqu'à récemment, le nombre, puisque, n'existant qu'au Québec, il ne fait pas partie des catégories des statistiques fédérales. Pour cette même raison peut-être aussi, il était généralement dévalorisé par les urbanistes et les architectes. Ignoré par les statistiques officielles, méprisé par les professionnels de l'urbain, le « plex » présente pourtant bien des avantages qu'on commence à étudier : économie d'énergie, coût (le « plex » explique en partie les bas coûts des loyers qui caractérisaient jusqu'à récemment le Québec). Des chercheurs analysent actuellement les avantages de ce type de logement pour les personnes âgées qui, souvent, partagent le duplex ou le triplex avec un membre de leur famille, enfant ou autre. (WEXLER, 1985.)

Intermédiaire entre le logement moderne pour les vieux (ou le centre d'accueil) et l'ancien modèle de logement (avec les enfants), le modèle d'habitat en « plex » est peut-être une solution d'avenir. Ce qui nous entraîne dans l'étude des modes de vie, de l'économie informelle, voire de la « société informelle ». Il s'agit là d'un thème majeur qui se développe actuellement en sociologie urbaine ailleurs qu'au Québec et qui faisait l'objet d'importantes sessions au dernier Congrès international de sociologie (comité de recherche urbaine et régionale) à Mexico. Ce thème n'a pas encore pris tout son essor au Québec, malgré un intéressant travail précurseur (KROHN *et al.*, 1977), qui analyse les relations locataires/propriétaires dans cette perspective. Mais cela ne saurait tarder. C'est du moins ce qu'on peut souhaiter. On retrouverait ainsi les mêmes préoccupations qu'à l'origine, il y a vingt-cinq ans. La sociologie urbaine, après avoir évacué l'un des pôles de son modèle bipolaire — la société traditionnelle — est en train de le retrouver sous la forme de la société informelle, non institutionnalisée, non régie par l'État. Il s'agit là de la piste de recherche la plus prometteuse actuellement en sociologie de l'urbain.

D) *Lecture économique*

En 1981, à l'occasion de son allocution présidentielle devant la Société canadienne de science économique, Bernard Bonin propose à son auditoire un survol rapide de la littérature économique au Québec depuis vingt ans. Adoptant une démarche quantitative, Bonin classe les publications par thèmes d'intérêt ; son inventaire couvre 1 506 titres. Selon ses résultats, le champ de « l'économie urbaine et régionale », avec 173 titres, se situe au premier rang des préoccupations de recherche des économistes francophones du Québec. Le lecteur aura compris qu'il est impossible de résumer en quelques mots la contribution de ceux-ci à la « problématique » urbaine et régionale. Aussi, nous nous en tenons, dans les lignes qui suivent, à l'aspect « régional », tout en sachant que la ligne de démarcation entre l'urbain et le régional n'est pas toujours apparente (ou utile).

Que le « régional » se voie accorder une place importante par les économistes québécois ne doit pas étonner. L'économie régionale, comme champ de spécialisation, correspond en partie à l'analyse des espaces économiques *ouverts*. L'ouverture se mesure par l'absence (ou la quasi-absence) de barrières à la libre circulation des biens, des services, des idées, du capital, des personnes, etc. La *région* se distingue du pays par le fait qu'elle n'a pas de frontières économiques. En d'autres mots, même si l'on admet que le Québec est le territoire d'une véritable nation au sens sociologique, il demeure une région aux termes de l'analyse économique. C'est ainsi que l'abordent LACROIX et RABEAU (1981), tout comme l'étude majeure réalisée par le Conseil économique du Canada en 1977. L'économiste qui se penche sur l'économie du Québec se transforme par le fait même en économiste régional. Cependant, le Québec est lui-même composé de régions qui peuvent faire l'objet d'analyses économiques. C'est finalement la tension entre « la région du Québec » et « les régions du Québec » qui définit, dans une large mesure, la problématique régionale québécoise, du moins telle qu'elle est véhiculée par un bon nombre d'économistes.

Le rôle de Montréal se trouve au cœur de cette problématique. Il s'évalue de façon très différente selon l'échelle spatiale adoptée. On observe depuis peu une évolution importante à cet égard. À l'échelle du Québec, Montréal présentait, il y a à peine quelques années, l'image d'une ville tentaculaire. Jean-Claude THIBODEAU (1976) insiste sur les effets néfastes de l'expansion suburbaine pour l'agriculture, tandis que POLÈSE et THIBODEAU (1977) évoquent les effets possibles de « drainage » exercé par la métropole sur les zones avoisinantes et sur le reste du territoire québécois. On constate effectivement des disparités importantes entre la région montréalaise, plus favorisée, et les autres régions du Québec. (POULIN et DION, 1973 ; F. MARTIN, 1973.) Les premières grandes interventions de l'État québécois en matière de planification économique régionale se sont en quelque sorte faites « contre » Montréal, dans

le but, justement, de rétablir l'équilibre entre les régions et la métropole. S'agissant du Québec, le modèle classique « centre/périphérie » s'applique en somme très bien. Michel BOISVERT (1978) y ajoute quelques raffinements, propres au cas du Québec (et du Canada), lorsqu'il parle de régions de fabrication, régions de transition et régions-ressources. Il reste que la problématique régionale se résume, pour plusieurs, à l'opposition entre l'espace métropolitain et les « régions ».

La dernière décennie marque donc un tournant, dont il est difficile d'exagérer l'importance. Marc TERMOTE (1984) parle de désurbanisation au Québec. De 1971 à 1981, la population urbaine de la province n'augmente plus que de 2.7% (comparativement à 23.5% pour la décennie précédente), tandis que la population classée comme rurale connaît une augmentation de 23.8%, comparativement à un recul de 12% au cours de la décennie précédente. (TERMOTE et MONGEAU, 1982.) Au-delà des problèmes d'interprétation que posent ces statistiques, on est nettement en présence d'une rupture de tendances. Pierre LAMONDE, J. LEDENT et M. POLÈSE (1984), dans un travail effectué pour la Communauté urbaine de Montréal, prévoient pour la région métropolitaine une population d'environ trois millions d'habitants en l'an 2001 (selon le scénario le plus optimiste), soit une croissance démographique proche de zéro. Depuis 1971, le reste du Québec connaît un taux d'augmentation de sa population supérieur à celui de la région montréalaise. Jean-Claude THIBODEAU (1984) parle maintenant d'une « urbanisation mieux contenue » et d'une « agriculture qui se régénère ». Georges MATHEWS (1984) exagère à peine lorsqu'il parle du « choc démographique » qui aura pour conséquence de modifier fondamentalement les données de base de l'urbanisation au Québec et dans le reste du Canada.

Dans ce nouveau contexte, Montréal paraît tout à coup moins menaçante. Sa santé économique devient même un objet de préoccupation. (LAMONDE et POLÈSE, 1984.) Mais c'est au rapport « H.M.R. » (HIGGINS, MARTIN et RAYNAULD, 1970) que revient le mérite d'avoir le premier placé le rôle de Montréal dans un contexte plus large. Dans la mesure où l'économie du Québec, espace ouvert, se trouve en concurrence avec celle des autres régions du Canada, il faut également se préoccuper du rôle de Montréal comme pôle de développement de cet espace, d'autant plus que certains auteurs parlent du déclin de l'économie du Québec. (FRÉCHETTE, JOUANDET-BERNADAT et VÉZINA, 1979.) Montréal, faut-il le rappeler, se trouve également en concurrence avec Toronto pour la maîtrise de l'espace économique canadien. Il n'est pas utile de faire état des études multiples qui analysent le déclin relatif de Montréal par rapport à sa concurrente traditionnelle, sauf pour dire que Toronto s'est clairement imposée au cours des deux dernières décennies comme le premier centre des affaires au Canada. (Voir, par exemple : BONIN, 1982.)

On se pose alors des questions sur la nature des liens économiques entre Montréal et le reste du Québec. Montréal remplit-elle effectivement le rôle de pôle de développement, ou est-ce plutôt une agglomération mal reliée aux autres régions ? La question se pose d'autant plus que la vocation canadienne de Montréal pouvait faire penser qu'elle entretenait, au fond, relativement peu de liens avec le reste du Québec et que la perte appréhendée des fonctions canadiennes transformerait la ville en « moteur tournant dans le vide », sans espace véritable de polarisation. C'est en bonne partie pour mieux saisir les relations économiques entre Montréal et le reste du Québec que le centre I.N.R.S.-Urbanisation a voulu consacrer un programme de recherche aux études de flux de biens et de services. Les résultats de ces recherches (DANSEREAU et POLÈSE, 1977 ; BAILLY, 1980 ; POLÈSE et LÉGER, 1980 ; SAMSON, 1980) révèlent un réseau de relations qui établissent clairement la place actuelle de Montréal comme centre nerveux du Québec, plus particulièrement au plan des services supérieurs essentiels aux activités économiques. Malgré la position prééminente de Toronto au niveau canadien, Montréal ne s'est donc, semble-t-il, pas transformée en satellite de la Ville-Reine. Pour la plupart des services supérieurs aux entreprises, il semble aujourd'hui plus juste de parler d'un partage des marchés, car Montréal domine très nettement l'ensemble du territoire québécois. (POLÈSE et STAFFORD, 1984.) Elle joue en quelque sorte vis-à-vis le reste du Québec le même rôle que Toronto vis-à-vis le reste du Canada. Il faut également tenir compte de la relation entre langue et économie, sans exagérer l'importance de l'aspect linguistique. Citons Fernand MARTIN (1979) à ce sujet : « Montréal est davantage tourné vers le Québec et devient par le fait même plus français [...] un Montréal fournisseur de services presque exclusivement régionaux devient automatiquement un Montréal plus francophone. » En contrepartie, la barrière linguistique assure aux firmes montréalaises (de services) un marché captif qui confère à Montréal son rôle de métropole. En d'autres termes, le marché « naturel » de Montréal s'est rétréci ; mais il s'agit au moins d'un marché assuré. Dans ce nouveau contexte, le dynamisme des régions québécoises devient un élément essentiel de l'économie montréalaise.

Il faut souligner que les économistes, à cause de la situation particulière du Québec, accordent une place non négligeable aux variables démographiques et à l'examen des disparités interethniques ; ces analyses se confondent d'ailleurs souvent à l'analyse régionale. La perception du rôle de Montréal est intimement liée à l'aspect ethnolinguistique. Sur ce plan, Montréal a subi une véritable révolution sociale depuis vingt ans, dont l'ampleur n'est pas encore pleinement connue. Mais on peut signaler quelques aspects qui se prêtent plus facilement à la quantification : le renversement des tendances démologiques, devenues favorables à la langue française (MATHEWS, 1984) ; le rétrécissement visible de l'écart de revenus entre francophones et anglophones (BOULET et LAVALLÉE, 1983) ; l'essor de la classe d'affaires francophone (RAYNAULD et VAILLANCOURT, 1984).

Dès que l'on prend conscience que le Québec est à son tour un espace économique « ouvert », qui doit exporter pour survivre, la présence de Montréal comme métropole d'affaires apparaît comme un atout essentiel et non plus comme un frein au développement des régions. On ne lutte plus forcément contre Montréal. Il subsiste évidemment, comme ailleurs, une perception opposant centre et périphérie, mais l'on vise plutôt à redynamiser les régions en faisant appel aux initiatives locales et à l'*entrepreneurship*. (JOYAL, 1984 ; JULIEN, 1984 ; VERMOT-DESROCHES, 1984.) Le ralentissement de l'urbanisation au cours de la dernière décennie, accompagné de la transformation socioculturelle de la métropole, n'a fait qu'accélérer cette transformation des perceptions. À la limite, on pourrait parler d'un renversement complet de la problématique régionale québécoise, dans la mesure où le déclin relatif de Montréal devient désormais un objet de préoccupation pour le reste du Québec.

*
* *
*

Certaines constantes traversent les lectures de l'urbain réalisées par les disciplines passées ici en revue. D'abord, les modèles et les approches globalisantes, qu'elles soient marxiste, structuro-marxiste, fonctionnaliste, macro-économique... ont perdu de leur importance, notamment en sociologie et en science politique, au profit d'une attention portée à la profondeur historique. Une méfiance s'est installée à l'endroit des macro-explications, et cela dans toutes les disciplines. Parallèlement, un intérêt croissant se manifeste pour les phénomènes à portée locale, micro-économique, micro-sociologique. Même les « sciences régionales » tendent à devenir régionalistes... et à prendre leurs distances vis-à-vis le modèle centre/périphérie. On s'intéresse aux points de vue et aux dynamismes locaux, autant dans la région qu'à un niveau infra-urbain, dans les quartiers des villes. C'est pourquoi l'intérêt pour les études ethniques va de pair avec les études à caractère régional.

Pour l'ensemble des chercheurs, l'espace urbain et régional québécois a cessé d'être cartésien. On ne projette plus sur l'ensemble du territoire la rationalité urbaine du modèle planificateur des années soixante qui quadrillait le territoire à partir d'en haut (mais qui, évidemment, ne réussissait jamais à « caser » Montréal...), qui encadrait un espace sans histoire, uniforme, sans relief, cet espace dont on souhaitait « fermer » les parties qui ne correspondaient pas à la vision rationnelle, les aires qui n'étaient pas rentables. En introduisant les particularismes dans leur lecture de l'espace, les sciences humaines sont en

train de découvrir la profondeur historique du territoire québécois et de comprendre, peut-être, qu'avoir un passé est une condition pour avoir un avenir.

Jacques GODBOUT

I.N.R.S.-Urbanisation.

Caroline ANDREW

*Département de science politique,
Université d'Ottawa.*

Mario POLÈSE

I.N.R.S.-Urbanisation.

BIBLIOGRAPHIE

- AMES, H.B., *The City Below the Hill*, Toronto, University of Toronto Press, 1972.
- ANDREW, Caroline, S. BORDELEAU et A. GUIMON, *L'urbanisation: une affaire*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1981.
- ANDREW, Caroline, A. BLAIS et R. DES ROSIERS, *Les élites politiques, les bas salariés et la politique du logement à Hull*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1976.
- BACCIGALUPO, Alain, *Les administrations municipales québécoises*, Montréal, Agence d'Arc, 1984.
- BAILLY, Antoine (dir.), *Pour développer l'achat régional: étude des flux de biens et de services dans la région de l'Outaouais*, Québec, Office de planification et de développement du Québec, 1980.
- BLARY-CHARLES, Réjane, *Le zonage au Québec, un mort en sursis*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1974.
- BOISVERT, Michel, *La correspondance entre le système urbain et la base économique des régions canadiennes*, Ottawa, Conseil économique du Canada, 1978.
- BONIN, Bernard, « Une mesure de notre taille », *L'Actualité économique*, LVII, 3, 1981: 278-286.
- BONIN, Bernard, *La vocation internationale de Montréal: synthèse*, Montréal, École des hautes études commerciales, 1982.
- BOULET, J.-A. et L. LAVALLÉE, *L'évolution des disparités linguistiques de revenus de travail au Canada de 1970 à 1980*, Ottawa, Conseil économique du Canada, document 245, 1983.
- BOURASSA, Guy, « Les élites politiques de Montréal: de l'aristocratie à la démocratie », *Revue canadienne d'économie et de science politique*, XXXI, 1, 1965: 35-51.

- BRADBURY, Bettina, « L'économie familiale et le travail dans une ville en voie d'industrialisation : Montréal dans les années 1870 », dans : N. FAHMY-ÉID et M. DUMONT, *Maîtresses de maison, maîtresses d'école*, Montréal, Boréal Express, 1983.
- Centre de recherche en droit public, Université de Montréal, *Droit et société urbaine au Québec*, Montréal, Thémis, 1982.
- CHOKO, Marc, *Crises du logement à Montréal (1860-1939)*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1980.
- CHOKO, Marc H., TO MINH-CHAN et J. SAINT-PIERRE, *L'impact de la restauration dans les quartiers-centres de Montréal*, Montréal, LARSI-UQAM, (rapport préparé pour la S.C.H.L., à paraître en 1985).
- COLLIN, Jean-Pierre, « La cité sur mesure : spécialisation sociale de l'espace et autonomie municipale dans la banlieue montréalaise, 1875-1920 », *Revue d'histoire urbaine*, XIII, 1, juin 1984 : 19-39.
- Conseil économique du Canada, *Vivre ensemble, une étude des disparités régionales*, Ottawa, Conseil économique du Canada, 1977.
- COPP, Terry, *The Anatomy of Poverty*, Toronto, McClelland & Stewart, 1974, (paru en français chez Boréal Express, 1978).
- CROSS, Suzanne, « La majorité oubliée : le rôle des femmes à Montréal au 19^e siècle », dans : M. LAVIGNE et Y. PINARD, *Travailleuses et féministes*, Montréal, Boréal Express, 1983.
- DANSEREAU, Francine, « Les aléas de la rénovation urbaine à Montréal. Une expérience des quinze dernières années », *Neuf* (Bruxelles), L, 1974 : 28-32.
- DANSEREAU, Francine et al., *La transformation d'immeubles locatifs en copropriété d'occupation*, Montréal, I.N.R.S.-Urbanisation, 1981.
- DANSEREAU, Francine et M. POLÈSE, *Étude du tertiaire privé dans les agglomérations de l'Abitibi/Témiscamingue*, Québec, Office de planification et de développement du Québec, 1977.
- DANSEREAU, Francine et D. L'ÉCUYER, *La réanimation urbaine et la reconquête des quartiers anciens en Amérique du Nord. Revue de la littérature*, Montréal, I.N.R.S.-Urbanisation, 1985.
- DECHÈNE, Louise, *Habitants et marchands de Montréal au XVII^e siècle*, Paris, Plon, 1974.
- DIVAY, Gérard, *Regroupement municipal et intégration sociale*, Montréal, I.N.R.S.-Urbanisation, 1975.
- DIVAY, Gérard et J.-P. COLLIN, *La communauté urbaine de Montréal : de la ville centrale à l'île centrale*, Montréal, I.N.R.S.-Urbanisation, 1977. (« Rapports de recherche », 4.)
- DIVAY, Gérard et J. LAPIERRE, *Organisation collective et planification régionales : les conseils régionaux de développement*, Montréal, I.N.R.S.-Urbanisation, 1976. (« Rapports de recherche », 1.)
- DIVAY, Gérard, *La décentralisation en pratique : quelques expériences montréalaises, 1970-1977*, Montréal, I.N.R.S.-Urbanisation, 1979. (« Rapports de recherche », 5.)
- DIVAY, Gérard et L. RICHARD, *L'aide gouvernementale au logement et sa distribution sociale*, Montréal, I.N.R.S.-Urbanisation, 1981. (« Études et documents », 26.)
- DIVAY, Gérard et J. GODBOUT, *Le logement des ménages à faible revenu au Québec : situations, problèmes, perspectives, solutions*, Montréal, I.N.R.S.-Urbanisation, 1975.
- DIVAY, Gérard et J. LÉVEILLÉE, *La réforme municipale et l'État québécois (1960-1979)*, Montréal, I.N.R.S.-Urbanisation, 1981. (« Études et documents », 27.)
- EZOP-QUÉBEC, *Une ville à vendre*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1981 (c. 1972).

- FORTIN, Gérald et L. PARENT, *Les M.R.C. et leur capacité d'extension*, Montréal, I.N.R.S.-Urbanisation, 1983. (« Études et documents », 38.)
- FORTIN, Gérald, *La fin d'un règne*, Montréal, H.M.H., 1971.
- FRÉCHETTE, Pierre, R. JOUANDET-BERNADAT et J.-P. VÉZINA, *L'économie du Québec*, Montréal, H.R.W., 2^e éd., 1979.
- GAUDREAU, Marcel, *Le rôle des pratiques publiques d'urbanisme dans la production résidentielle*, Montréal, I.N.R.S.-Urbanisation, 1981. (« Études et documents », 20.)
- GODBOUT, Jacques, *La participation contre la démocratie*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1983.
- GODBOUT, Jacques, « La formation de la communauté urbaine de Québec et le rôle de l'État dans la restructuration des pouvoirs locaux », *Recherches sociographiques*, XII, 2, 1971: 182-225.
- GODBOUT, Jacques et J.-P. COLLIN, *Les organismes populaires en milieu urbain : contre-pouvoir ou nouvelle pratique professionnelle?*, Montréal, I.N.R.S.-Urbanisation, 1977. (« Rapports de recherche », 3.)
- Gouvernement du Québec, Groupe de travail sur l'urbanisation, *L'urbanisation au Québec*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1976.
- Gouvernement du Québec, Groupe de travail sur l'habitation, *Habiter au Québec*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1976.
- HAMEL, Pierre et J.-F. LÉONARD, *Les organisations populaires, l'État et la démocratie*, Montréal, Nouvelle optique, 1981.
- HIGGINS, B., F. MARTIN et A. RAYNAULD, *Les orientations du développement économique régional dans la province de Québec*, Ottawa, Ministère de l'expansion économique régionale, 1970.
- JOYAL, André, « L'apport des entreprises communautaires dans les petites régions du Québec », *Revue canadienne des sciences régionales*, VII, 1, 1984: 65-77.
- JULIEN, Pierre-André, « Petites régions, crise et entrepreneurship », *Revue canadienne des sciences régionales*, VII, 1, 1984: 51-64.
- KESTEMAN, Jean-Pierre, « La condition urbaine vue sous l'angle de la conjoncture économique: Sherbrooke, 1875 à 1914 », *Revue d'histoire urbaine*, XII, 1, 1983: 11-29.
- KROHN, R.G., B. FLEMING et M. MAUZER, *The Other Economy*, Toronto, Peter Martin, 1977.
- LACROIX, R. et Y. RABEAU, *Politiques nationales et conjonctures régionales*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1981.
- LAMONDE, Pierre, J. LEDENT et M. POLÈSE, *Perspectives d'emplois et de population pour la région métropolitaine de Montréal, par zone d'analyse. Horizon 1996*, (étude effectuée pour le Service de la planification du territoire de la C.U.M.), Montréal, I.N.R.S.-Urbanisation, 1984.
- LAMONDE, Pierre et M. POLÈSE, « L'évolution de la structure économique de Montréal 1971-1981: désindustrialisation ou reconversion? », *L'Actualité économique*, LX, 4, décembre 1984: 471-494.
- LARIVIÈRE, Claude, *Crise économique et contrôle social: le cas de Montréal (1929-1937)*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1977.
- LAUVIGNE, Marie et S. CARLOS, *L'expropriation ou la surconsommation obligatoire du logement: le cas de l'autoroute Est-Ouest*, Montréal, I.N.R.S.-Urbanisation, 1975.

- LAVIGNE, Marie et J. RENAUD, *L'hétérogénéité des espaces sociaux : études comparatives de quatre zones résidentielles du bas de la ville de Montréal, I. Caractéristiques sociales et mobilité professionnelle*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1974. (« Les Cahiers du CRUR », 6.)
- LAVIGNE, Marie et M. DOUVILLE, *L'hétérogénéité des espaces sociaux : études comparatives de quatre zones résidentielles du bas de la ville de Montréal, II. Vie de voisinage et vie de quartier*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1975. (« Les Cahiers du CRUR », 7.)
- LETELLIER, Marie, *On n'est pas des trous-de-cul*, Montréal, Parti pris, 1971.
- LÉVEILLÉE, Jacques, *Développement urbain et politiques gouvernementales urbaines dans l'agglomération montréalaise, 1945-1975*, Montréal, Société canadienne de science politique, 1977.
- LÉVEILLÉE, Jacques et J. MEYNAUD, *La régionalisation municipale au Québec*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1968.
- LÉVEILLÉE, Jacques et M.-O. TRÉPANIÉ, « Évolution de la législation relative à l'espace urbain au Québec », *Revue juridique Thémis*, XVI, 1-2, 1981-1982.
- LÉVEILLÉE, Jacques, *L'aménagement du territoire, du rêve au compromis*, Montréal, Nouvelle optique, 1982.
- LINTEAU, Paul-André et A. ARTIBISE, *L'évolution de l'urbanisation au Canada : une analyse des perspectives et des interprétations*, Winnipeg, University of Winnipeg, Institute of Urban Studies, 1984. (« Rapport », 5.)
- LITHWICK, N.H., *Le Canada urbain : ses problèmes et ses perspectives*, Ottawa, Société centrale d'hypothèque et de logements, 1971.
- LORD, Guy, A. TREMBLAY et M.-O. TRÉPANIÉ (dir.), *Les communautés urbaines de Montréal et de Québec, premier bilan*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1975.
- LORD, Guy et D. CHÉNARD, *Les structures politiques et administratives des municipalités urbaines du Québec*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1974.
- MARSAN, Jean-Claude, *Montréal en évolution*, Montréal, Fides, 1974.
- MARTIN, Fernand, *Les disparités régionales au Québec, les causes et les solutions*, Montréal, Centre de recherche en développement économique, Université de Montréal, 1973.
- MARTIN, Fernand, *Montréal : les forces économiques en jeu*, Montréal, Institut de recherche C.D. Howe, 1979. (« Accent Québec ».)
- MATHEWS, Georges, *Le choc démographique*, Montréal, Boréal Express, 1984.
- MCCALLUM, John, *Unequal Beginnings : Agriculture and Economic Development in Quebec and Ontario*, Toronto, University of Toronto Press, 1980.
- MCGRAW, Donald, *Le développement des groupes populaires à Montréal*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1977.
- MEYNAUD, Jean et J. LÉVEILLÉE, *Quelques expériences de fusion municipale au Québec*, Montréal, Nouvelle frontière, 1972.
- NUS, Walter van, « The role of suburban government in the city building process : the case of Notre-Dame-de-Grâce, Québec, 1876-1910 », *Revue d'histoire urbaine*, XIII, 2, 1984 : 91-103.
- PARENTEAU, René, « Banlieue et banlieues », *Urban Forum*, IV, 2, 1978 : 3-13.
- POLÈSE, Mario et J.-C. THIBODEAU, *Distance de Montréal et développement économique urbain*, Montréal, I.N.R.S.-Urbanisation, 1977. (« Rapports de recherche », 2.)

- POLÈSE, Mario et R. STAFFORD, « Le rôle de Montréal comme centre de services : une analyse pour certains services aux entreprises », *L'Actualité économique*, LX, 1, 1984 : 39-57.
- POLÈSE, Mario et J. LÉGER, *Les flux de biens et de services dans la région de l'Amiante : quelques résultats préliminaires* (avis technique soumis au Ministère des transports du Québec), Montréal, I.N.R.S.-Urbanisation, 1980.
- POULIN, François et Y. DION, *Les disparités régionales au Canada et au Québec : les politiques et les programmes*, Montréal, Centre de recherche en développement économique, Université de Montréal, 1973.
- QUESNEL-OUELLET, Louise, « La coopération à l'intérieur d'une région métropolitaine », *Administration publique du Canada*, XVI, 3, 1973 : 432-446.
- QUESNEL-OUELLET, Louise, « Régionalisation et conscience politique régionale », *Revue canadienne de science politique*, IV, 2, 1971 : 191-205.
- QUESNEL-OUELLET, Louise, « Situations et attitudes face au changement dans les structures municipales », *Revue canadienne de science politique*, VI, 2, 1973 : 195-218.
- RAMIREZ, Bruno, *Les premiers Italiens de Montréal : l'origine de la Petite-Italie du Québec*, Montréal, Boréal Express, 1984.
- RAYNAULD, André et F. VAILLANCOURT, *L'appartenance des entreprises. Le cas du Québec en 1978*, Québec, Conseil de la langue française, 1984. (« Dossiers du Conseil de la langue française », 19.)
- RITCHOT, Gilles, F. CHARBONNEAU, P. GASCON et G. LAVIGNE, *Rapport d'étude sur le patrimoine immobilier*, Montréal, Université de Montréal, Centre de recherche et d'innovation urbaine, 1977.
- RUDIN, Ronald, « Boosting the French Canadian town : municipal government and urban growth in Quebec, 1850-1900 », *Revue d'histoire urbaine*, XI, 1, 1982 : 1-10.
- SAINT-GERMAIN, Maurice, *Une économie à libérer*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1973.
- SAMSON, Marcel (dir.), *Pour développer l'achat régional dans l'Estrie : étude des flux de biens et de services*, Québec, Office de planification et de développement du Québec, 1980.
- SIMARD, Jean-Jacques, *La longue marche des technocrates*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1979.
- Sociologie et sociétés, Enjeux ethniques*, XV, 2, 1983.
- TERMOTE, Marc et J. MONGEAU, *L'ampleur de la contre-urbanisation au Québec*, Montréal, I.N.R.S.-Urbanisation, 1982.
- TERMOTE, Marc, « La désurbanisation du Québec », *Actes du colloque « L'aménagement du territoire c'est aussi l'aménagement des campagnes »*, Montréal, Département de géographie, UQAM, 1984 : 61-75. (« Études et recherches », 84-02.)
- THIBODEAU, Jean-Claude, *L'impact de Montréal sur les zones agricoles périphériques*, Montréal, I.N.R.S.-Urbanisation, 1976. (« Études et documents », 4.)
- THIBODEAU, Jean-Claude, « Une urbanisation mieux contenue, une agriculture qui se régénère : la loi 90 de protection des sols agricoles à la périphérie de la Communauté urbaine de Montréal », *Les cahiers de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Île-de-France*, 73, septembre 1984 : 27-36.
- TRÉPANIÉ, Marie-Odile, « Le contrôle intérimaire dans le cadre de la loi sur l'aménagement et l'urbanisme : essai d'analyse stratégique », *Actualité immobilière*, VII, 3, 1983 : 11-12.
- TROTIER, Louis, « La genèse du réseau urbain du Québec », *Recherches sociographiques*, IX, 1-2, 1968 : 23-32.

- Université de Montréal, Clinique d'aménagement, *Les conséquences de la restauration résidentielle subventionnée*, Montréal, Université de Montréal, 1976.
- VACHON, Bernard, *Analyse des programmes de restauration résidentielle à Montréal*, Groupe de travail sur l'habitation, annexe 7, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1976.
- VERMOT-DESROCHES, B., « Avant-propos: la récession inductrice de nouveaux courants en sciences régionales », *Revue canadienne des sciences régionales*, VII, 1, 1984: 1-7.
- WEXLER, Martin, *How Families Use « Plexes »: Relations Between Resident-Landlord and Tenants in Montreal Plexes*, communication présentée à l'International Planning Conference, Montréal, I.N.R.S.-Urbanisation, 20-24 avril 1985.
- WOLFE, Jane, « Inner city real estate activity in Montreal: institutional characteristics of decline », *Canadian Geographer*, XXIV, 4, 1980: 349-367.